

Organisation : Banque Mondiale

Commission : Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Problématique : Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?

L'objectif est, et a toujours été, pour la Banque mondiale de reconstruire les pays en proie à des difficultés afin améliorer le niveau de vie des populations. Le but est de favoriser une prospérité partagée, investir dans des projets de développement pour améliorer le niveau de vie et œuvrer à une réduction mondiale de la pauvreté.

La Banque mondiale est fortement investie dans l'effort de promouvoir la paix au Moyen-Orient et de poursuivre les efforts de reconstruction de ces économies fortement touchées.

Le conflit au Moyen-Orient en général, au Yémen et en Syrie en particulier, dure depuis de nombreuses années, causant d'immenses problèmes humanitaires, de nombreuses personnes n'ayant plus des moyens nécessaires pour survivre et de nombreuses autres fuyant la zone de conflit. On estime que 80% de la population du Yémen est exposé à un risque élevé de faim et de maladie, en raison d'un manque général d'eau potable, de nourriture et d'autres besoins de base. Ainsi, la crise humanitaire qui se reproduit au Yémen et en Syrie, conséquence directe du conflit, a été une préoccupation majeure de la Banque mondiale.

La Banque mondiale travaille envers un accord pour obtenir une paix durable au Moyen-Orient, et plus spécifiquement en Syrie et au Yémen. La Banque mondiale prendra toutes les mesures nécessaires dans les négociations pour garantir la création d'un tel accord. En outre, la Banque mondiale veut assurer que l'accord garantisse : la démilitarisation de la zone de conflit, le redressement économique et humanitaire des états concernés, que les droits de l'homme soient respectés indéfiniment et qu'il n'y ait pas les interventions militaires. Le processus engagé par la Banque mondiale commencera dès que les critères ci-dessus sont remplis.

Pour assurer une reprise rapide dans les régions concernées, la Banque mondiale est prête à octroyer des financements sous forme de prêts, de crédits sans intérêt et de subventions. Les fonds seront utilisés pour les projets de redressement de la Banque mondiale ainsi que pour travailler avec d'autres organisations pour fournir une aide humanitaire. En outre, la Banque mondiale va investir des sommes importantes dans des projets visant la relance économique de la région, en investissant plus concrètement dans la reconstruction des infrastructures pour la création des emplois et à fournir à la population les infrastructures de base nécessaires. Ces initiatives visent à restaurer plus rapidement possible la prospérité et la croissance ainsi qu'à assurer une réintégration économique internationale adéquate.

À ce stade, tous les efforts de la Banque mondiale en Syrie ont été interrompus depuis 2011 en raison du conflit. Au Yémen, un projet est mis en œuvre, principalement axé sur la préservation des services de base, en particulier dans les communautés fortement touchées par le conflit. Plus récemment en raison de la fragilité du secteur de la santé au Yémen, avec moins de 50% des infrastructures sanitaires opérationnelles, la Banque mondiale a lancé un programme de lutte contre les effets de la pandémie COVID-19.

La Banque mondiale propose donc un projet d'accord tant financier qu'humanitaire, tant de la communauté internationale que de la Communauté européenne.

La Banque mondiale est convaincue qu'à ce sommet, un accord en vue des dispositions nécessaires pour la paix et ensuite pour une reprise rapide de l'économie pourra être conclu. En outre, la Banque mondiale est convaincue que la communauté internationale peut et devrait faire preuve d'unité et s'unir pour résoudre ces crises humanitaires graves et de très longue durée.

